



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

**Institut^{inter}
Régional
pour la Santé**
PRÉVENTION

Marché 2025-07

**Missions de Contrôle technique et de Coordination SPS
Pour des travaux de réfection d'étanchéité, d'isolation et de pose de garde-
corps sur des toitures terrasses**

LETTRE DE CONSULTATION

Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives l'UC-IRSA fera foi

Procédure Etablie en vertu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, du décret 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général

ARTICLE 1.PARTIES CONTRACTANTES

L'UC-IRSA - Union de caisses- Institut Régional pour la Santé,

Désigné Pouvoir adjudicateur et maitre d'ouvrage, dans les pièces de marché.

et

L'Opérateur Economique de missions SPS et de CT,

Désigné dans les documents de marché par l'expression « le Titulaire », d'autre part.

Le représentant du pouvoir adjudicateur et maitre d'ouvrage est :

Monsieur Remars BENOIT

Directeur de l'UC-IRSA
45 rue de la parmentière B.P 22- 37521 LA RICHE

Tous les marchés sont signés pour l'UC-IRSA par son Directeur ou, en cas d'empêchement, par ses délégués.

Le comptable assignataire chargé du paiement des factures est :

Monsieur GINARD Yves

Directeur Comptable et Financier de l'UC-IRSA
45 rue de la parmentière B.P 22- 37521 LA RICHE

Il lui sera remis les pièces contractuelles du marché pour séquestre.

ARTICLE 2.PRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

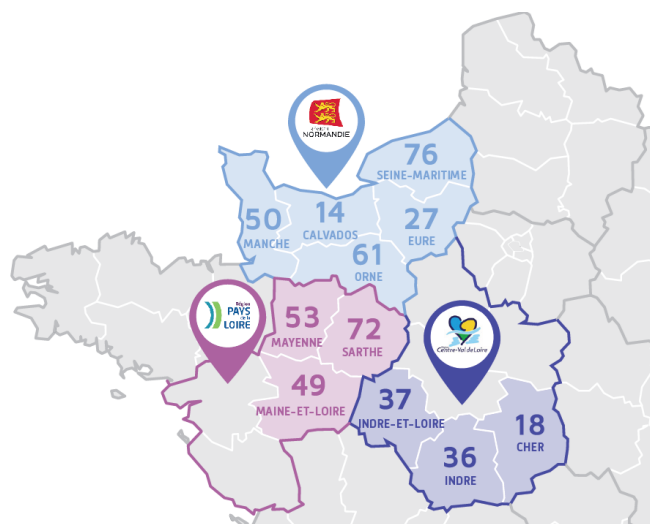
L'UC-IRSA est un ÉTABLISSEMENT DE L'ASSURANCE MALADIE et constitue un groupe inscrit dans le réseau national des centres d'exams de santé.

L'UC-IRSA est un Organisme de la Sécurité Sociale et partenaire essentiel et à part entière de l'assurance-maladie, l'Institut inter Régional pour la Santé pilote 12 centres d'exams de santé au sein desquels sont réalisés des exams de prévention en santé, pour le compte de douze CPAM réparties sur trois régions.

L'UC-IRSA est constituée d'équipes pluridisciplinaires et complémentaires composée de près de 260 personnes :

- Professionnels de santé
- Equipes administratives
- Personnels de laboratoire

Les activités réalisées par l'UC-IRSA sont multiples :





12 Centres d'exams de santé



Exams de Prévention en Santé

Autres actions de santé

Participation à la cohorte Constances

Calvados
Indre-et-Loire
Sarthe



CeGIDD*

Orne
Manche

CLAT**

Indre
Indre-et-Loire
Manche

Centres de vaccination

Cher
Indre

L'examen de prévention en Santé (EPS) est pris en charge à 100 % par l'Assurance Maladie et sans avance de frais, et il permet aux assurés du régime général de plus de 16 ans de :

- Faire le point sur leur santé en individuel ;
- Bénéficier d'actions de dépistage s'appuyant sur les recommandations actuelles ;
- S'inscrire ou se réinscrire dans un parcours de soins coordonné ;
- Bénéficier d'orientations dans le système de santé, pour des prises en charge médicales et/ou éducatives adaptées en concertation avec son médecin traitant.

Une attention particulière est portée aux populations en situation de précarité et au repérage ciblé des populations les plus à risque.

Ces exams apportent aux médecins traitants un soutien dans l'orientation vers des prises en charge spécifiques notamment éducatives.

ARTICLE 3.OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte donc sur les prestations de Contrôle Technique de construction et de Coordination Sécurité Protection Santé relatives au projet de réfection de l'étanchéité des toitures terrasses du siège social de l'UC-IRSA et d'installation de garde-corps en périphéries. Ces toitures terrasses sont situées au R et R+1 du bâtiment sis 45 rue de la parmentière, 37520 la Riche.

ARTICLE 4.PRESENTATION DU PROJET

La localisation des travaux se situe au siège social de l'UC-IRSA situé 45 rue de la parmentière, à la Riche, 37520.

La construction du siège social de l'UC-IRSA s'est achevée en 2000 (Permis de construire déposé en 1998), il comporte plusieurs parties et compte 2 niveaux au plus haut.

L'étanchéité des toitures terrasses a dépassé la durée de préconisation de remplacement et par moment de fortes pluies, des infiltrations peuvent être constatées sur une partie des surfaces. De ce fait, à titre préventif, la décision de réfection complète de l'étanchéité a donc été prise par la Direction de l'UC-IRSA.

Par ailleurs, les terrasses, comportant des éléments techniques (caisson et réseau de ventilation), ne sont pas équipées de garde-corps en périphérie. L'opération envisagée consistera donc également à mettre ces toitures terrasse en conformité pour sécuriser les interventions sur les équipements qui y sont installés.

Le classement de l'établissement est un ERP type W de 5ème catégorie.

Il n'y a pas d'amiante dans les matériaux, compte tenu de la date de construction du bâtiment.

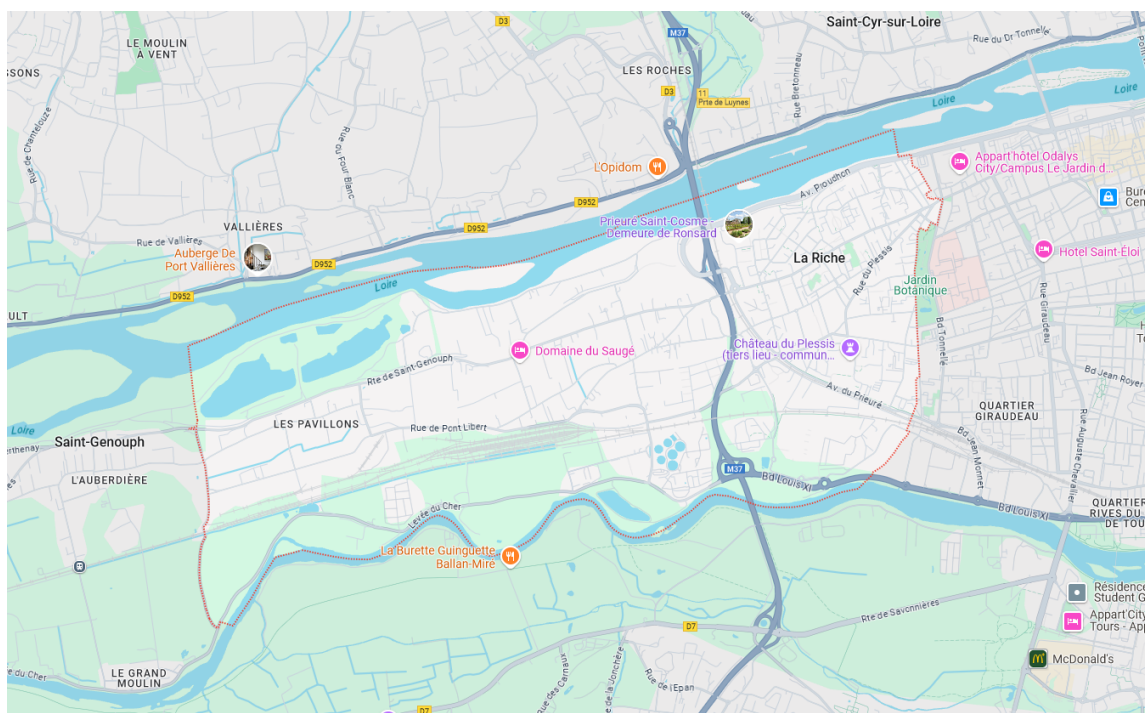
Les démarches administratives nécessaires au projet et à la réalisation des travaux sont à la charge de la MOE.

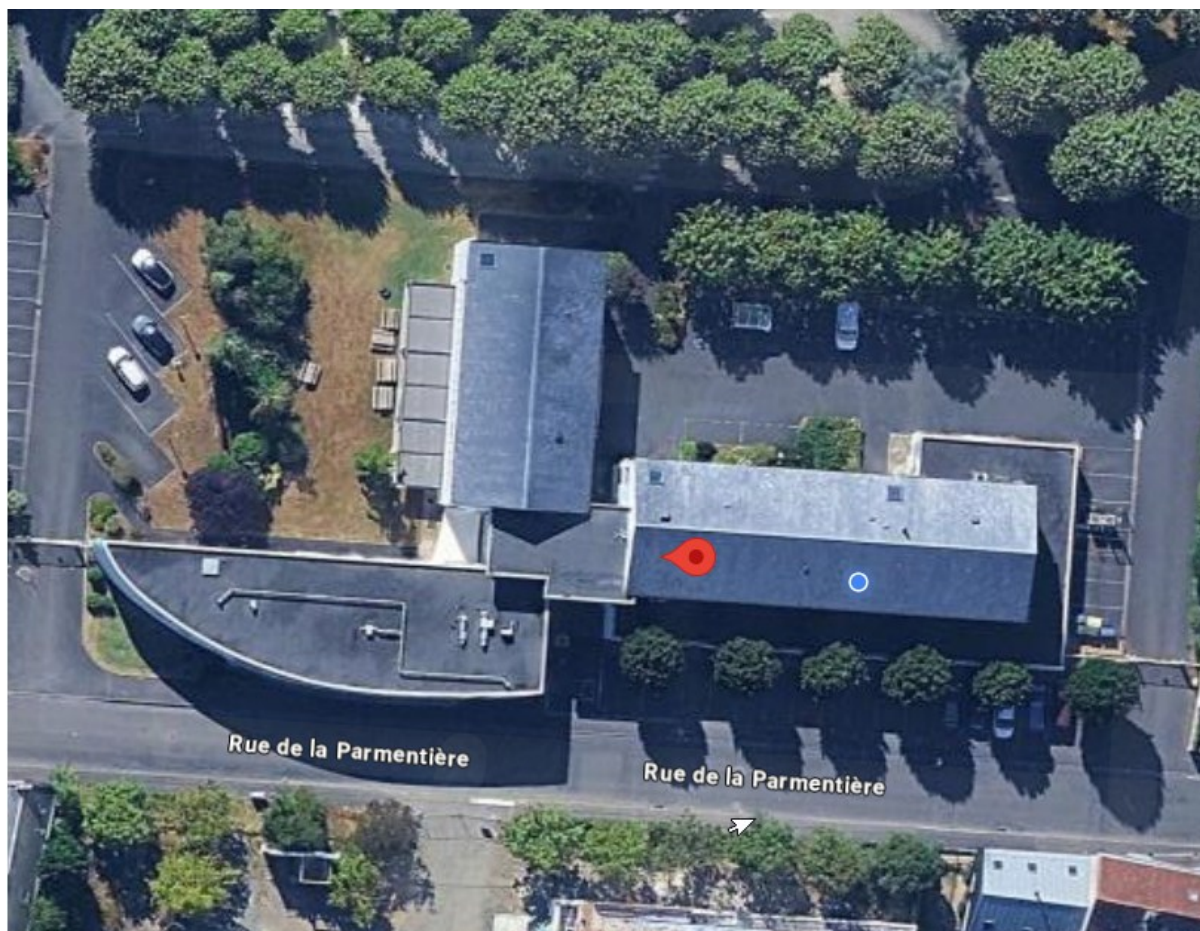
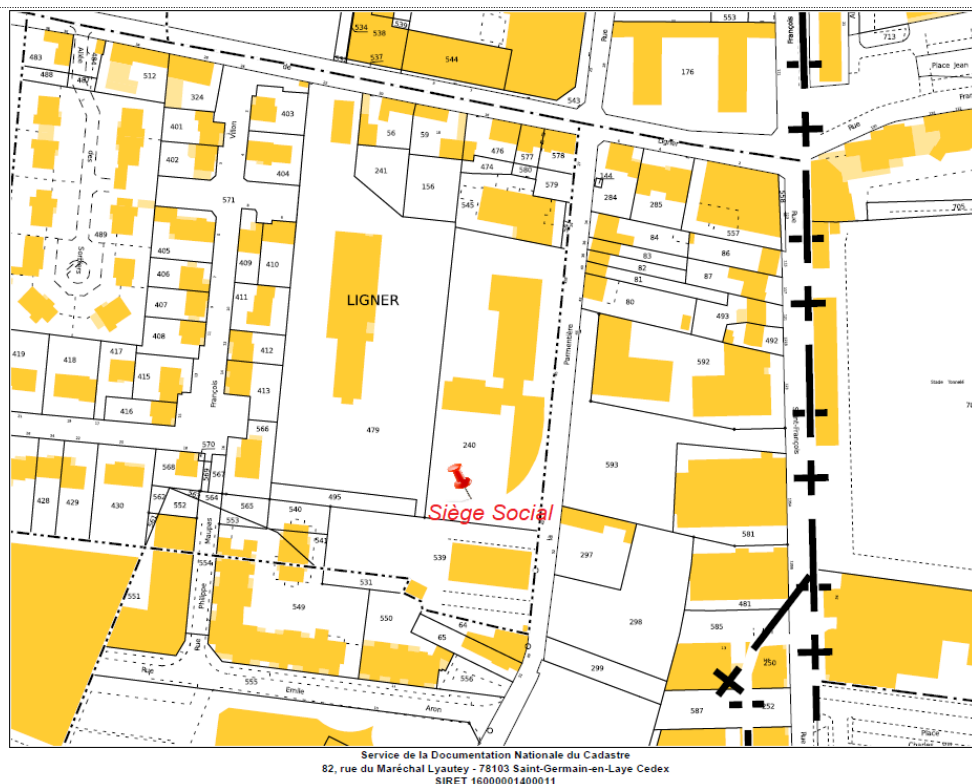
Le projet respectera également la réglementation en vigueur relative à la loi sur le Handicap et l'accessibilité sur la zone concernée par les travaux.

Le PRECI (« Pôle Régional d'Expertise et de Conseil en Immobilier ») a été sollicité dans le cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour ce projet, pour établir le programme fonctionnel et technique de travaux et réaliser l'étude de faisabilité de ce projet.

Les travaux se dérouleront dans une zone inoccupée (en extérieur), mais le site sera occupé avec une continuité d'activité et de réception de public. Une programmation des travaux bruyants sera à prévoir en horaires décalés.

Les travaux devraient débuter au printemps 2026 pour être achevés au plus tard au début de l'été, donc sur une période de 3 mois environ et le montant total est évalué à 133 162 € HT (valeur Juillet 2025).





ARTICLE 5. CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, la présente consultation porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS), pour les phases de conception et de réalisation, relative à une opération de catégorie I, au sens des articles

R. 4532-1 à R4532-98 du Code du Travail et une mission de contrôle technique selon la loi 78-12 du 04/01/78 modifiée par l'ordonnance du 08/06/05 et complétée par la norme NF P03100.

ARTICLE 6.DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de ce marché les titulaires s'engagent à respecter les clauses suivantes.

Sur le plan environnemental :

- ☞ Le titulaire s'engage à privilégier, dans la mesure du possible, les déplacements en transport en commun, en véhicule à faibles émissions ou en covoiturage pour les visites sur site et les réunions. Il indiquera dans son mémoire technique les moyens mis en œuvre à cet effet. Une attestation pourra être demandée en cours d'exécution.
- ☞ Le titulaire s'engage à limiter l'utilisation de supports papier au strict nécessaire. Tous les rapports, comptes rendus, plans et documents seront transmis par voie électronique, sauf demande expresse du maître d'ouvrage. Les documents imprimés (le cas échéant) devront l'être en recto-verso et en noir et blanc, sur papier recyclé ou écolabellisé.
- ☞ Le titulaire s'engage à archiver les documents numériques selon des pratiques sobres (formats pérennes, limitation des doublons, etc.) et à sensibiliser ses équipes à l'éco-conception des livrables.

Sur le plan social :

- ☞ Le titulaire devra veiller à respecter l'égalité de traitement et de rémunération entre les femmes et les hommes, et à prévenir toute forme de discrimination.
À ce titre, il pourra être invité à produire son index égalité professionnelle ou une déclaration sur l'honneur attestant de son engagement en faveur de la diversité et de l'inclusion.
- ☞ Dans le cadre de ce marché, le titulaire devra proposer au minimum une action d'insertion, de type stage de découverte, immersion professionnelle ou temps de tutorat, au profit d'une personne éloignée de l'emploi ou en reconversion. Les modalités de cette action seront précisées avec le maître d'ouvrage en début de mission.
- ☞ Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute situation de conflit d'intérêts avéré ou potentiel, notamment en lien avec d'autres intervenants du projet.
Il adoptera un comportement éthique dans ses relations avec les différents acteurs de l'opération.
- ☞ Le titulaire s'engage à appliquer les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée ;

ARTICLE 7.ETENDUE DE LA CONSULTATION

a. Allotissement

Lot 01	Mission de coordination Sécurité protection Santé
Lot 02	Mission de contrôle technique

b. Type de marché

Le présent marché public est un marché de prestation intellectuelle.

Il consiste en un marché ordinaire passé en application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale

c. Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché est fixé à 5000 € HT pour chacun des deux lots, soit un montant total maximum de 10 000 € HT sur l'ensemble de la procédure.

d. Durée du marché

Les prestations qui seront confiées au titre du présent marché s'exercent dès la notification de son marché et prennent fin à la réception des travaux (après levées des réserves) et remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

e. Procédure de passation du marché

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée avec publication en application des Articles R. 2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique.

f. Nomenclature

La classification du marché, conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante:

Code principal	Description
71317210-8	Services de conseil en matière de santé et de sécurité
71631300-3	Service de contrôle technique de bâtiments

g. Engagement et durée de validité des offres

Même si l'offre remise par le candidat n'est pas signée, en déposant une offre, chaque candidat affiche sa volonté de répondre à la consultation lancée et est engagé par son offre pendant le délai de validité des offres qui est fixé à 90 jours.

Une fois déposée, l'offre ne peut plus être retirée et si elle est admise, elle reste la propriété du maître d'ouvrage.

h. Modalités essentielles de financement et de paiement

L'unité monétaire est l'Euro (€). Le marché est financé sur les fonds propres de l'organisme.

Le prix des prestations est payé dans un délai maximal de trente (30) jours, après exécution de la prestation ou réception des mobiliers et prestations commandés et présentation d'une facture conforme.

Le mode de règlement choisi par le Pouvoir Adjudicateur est le virement bancaire.

ARTICLE 8.DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le devis du candidat signé par le mandataire du maître d'ouvrage ;
- Le décompte des heures sur l'ensemble des phases du projet;
- La présente lettre de consultation
- La note méthodologique du titulaire
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale ;
- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
- Le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif aux marchés publics ;

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Documents généraux complémentaires spécifiques à chaque lot :

Pour le lot 01 :

- Norme NF P 03-100 : critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction

Pour le lot 02 :

- A la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- Au décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Au décret n° 95-543 du 4 Mai 1995 relatif au Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail (C.I.S.S.C.T.) ;
- Au décret n° 92-158 du 20 Février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- Aux décrets n° 95-607 et n° 95-608 du 6 Mai 1995 relatifs aux travailleurs indépendants.

ARTICLE 9.CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES INTERVENTIONS - LOT 01

a. Principes généraux

Selon l'article L.4531-1 du Code du Travail, le Coordonnateur "C.S.P.S." doit, tout au long de sa mission, veiller avec le Maître d'Œuvre et les entreprises à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention énoncés aux 1,2,3,5,6,7,8 de l'article L.4121-2 du Code du Travail, à savoir :

- Eviter les risques ;
- Evaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent et technique, l'organisation du travail ;
- Les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle

Il exerce ses missions sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

b. Décomposition de la mission

Le coordonnateur SPS aura à charge :

Phase conception :

- L'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC),
- La définition des besoins de protection, hygiène, accès, etc.
- La constitution du Dossier d'Intervention Ulérieur Sur Ouvrage de chantier (DIUO),
- L'élaboration du Règlement du Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.)
- L'établissement de la déclaration préalable

- L'inspection préalable avec le Maître d'Ouvrage
- L'ouverture du Registre Journal.

Phase réalisation des travaux :

- La coordination de la co-activité des entreprises,
- L'organisation de l'utilisation des installations communes,
- L'inspection des installations de chaque intervenant,
- L'inspection des conditions de sécurité en cours de réalisation des travaux (visites inopinées et programmée), sur toute la durée de l'opération.
- L'indication et vérification des consignes de sécurité,
- La mise à jour du Plan Général de Coordination et du Registre Journal,
- La mise à jour du D.I.U.O.
- La participation à la réunion de lancement des travaux,
- La réalisation de visites inopinées et la participation à des réunions de suivi de travaux pour s'assurer des conditions de sécurité sur le chantier.

ARTICLE 10. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES INTERVENTIONS - LOT 02

a. Principes généraux

Le contrôle technique de la construction vise à prévenir les aléas techniques susceptibles de se produire dans les projets de construction notamment et pouvant entraîner des sinistres. Le contrôle technique se fait principalement dans les domaines de la solidité de l'ouvrage et de la sécurité des personnes, particulièrement par la vérification du respect des règles de l'art.

Il exerce ses missions sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

b. Missions

La mission de contrôle concernera :

- Mission L (Solidité) : solidité des ouvrages de viabilité, de fondations, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui leur sont indissociablement liés,
- Mission P1 (Solidité) : La solidité des éléments dissociables des ouvrages de structure,
- Mission LE (Solidité) : Relative à la solidité des existants.
- Mission SEI (Sécurité des personnes) : respect des dispositions réglementaires de Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH,

Il est demandé à ce que l'ouvrage satisfasse aux exigences réglementaires en vigueur dans les domaines suivants :

- Résistance mécanique et stabilité ;
- Sécurité en cas d'incendie ;
- Sécurité d'utilisation.
- Sécurité des personnes et des biens.

c. Exécution de la mission

Le contrôleur technique aura à charge :

En phase de conception :

- L'analyse des plans issus des phases APS et APD
- L'examen des dispositions techniques des devis descriptifs, plans, notes de calcul et autres documents qui lui sont communiqués, se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises,

- L'examen des modifications apportées au dossier de consultation des entreprises et retenues par le maître d'ouvrage
- La réalisation d'un Rapport initial de Contrôle technique sur la base de l'analyse de l'ensemble des documents précités.

En phase d'exécution:

- La formulation d'un avis auprès du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, sur l'ensemble des documents d'exécution qui lui seront soumis et rapportant aux ouvrages soumis au contrôle (plans, notes techniques et autres documents).
- L'examen des travaux en cours de réalisation et de tous les documents techniques soumis par les entrepreneurs (certificats de qualification, procès-verbaux, etc.).
- La réalisation et la transmission au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'un Rapport à chaque visite de chantier ou examen de documents technique.
- La réalisation et la transmission au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'un Rapport final de Contrôle technique.
- De participer aux réunions l'occasion des opérations dont l'exécution est particulièrement importante pour la qualité de l'ouvrage et également à des visites sur chantier, hors rendez-vous de chantier.

d. Précisions complémentaires

Le Maître d'ouvrage est réputé avoir effectué les modalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires. Il doit adresser au contrôleur technique la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales à respecter, dans la mesure où elles intéressent la sécurité des personnes à l'intérieur de l'ouvrage objet du présent contrat.

Le contrôle des travaux ne porte que sur les parties visibles ou accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. Toutefois, si le contrôleur technique en exprimait la demande pour l'exercice de sa mission, les opérations de démontage nécessaires seraient effectuées à la diligence du Maître de l'Ouvrage.

L'avis du contrôleur technique porte sur l'état des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle technique, tel qu'il se présente lors des opérations de contrôle. Le contrôleur technique, de ce fait, ne saurait être engagé par les modifications ultérieures.

Le contrôle des travaux comprend l'établissement des rapports réglementaires concernant la sécurité des personnes portant sur les ouvrages et équipements électriques réalisés au stade de la réception des travaux.

La mission du contrôleur technique prend fin à la remise de ces rapports et comprend les vérifications des travaux effectués pour tenir compte des remarques contenues dans lesdits rapports.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS DES PARTIES

Les titulaires s'engagent :

- A effectuer les prestations qui sont confiées et à remettre les livrables attendus dans les délais convenus entre les parties.
- A assister aux réunions et visites de chantiers programmées selon le nombre de réunions prévus par les titulaires dans leur offre.
- A veiller à ce que les prestations réalisées respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur ;
- A respecter son engagement de confidentialité et de secret professionnel concernant les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de sa venue dans les locaux du maître d'ouvrage ou de son mandataire.

ARTICLE 12. PRIX DU MARCHÉ

Les prestations effectuées par le titulaire sont rémunérées sur la base d'un prix global et forfaitaire.

Les temps d'intervention mentionnés dans la DPGF sont purement indicatifs et n'ont aucune valeur contractuelle, le marché étant soumis à une obligation de résultats et non de moyens.

Le prix fixé rémunère toutes les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de la mission concernée. Ce prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT

a. Présentation des factures

Les demandes de paiement devront être transmises par voie électronique et parvenir à l'adresse suivante :

factures@uc-irsa.fr

b. Echéance des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R.2191-20 et 21 et R.2191-22 du Code de la Commande Publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Les paiements seront assurés selon l'échéancier proposé par le candidat qui devra répartir ses honoraires sur toutes les phases du projet et en fonction des états d'avancement (conception, exécution et délai de parfait achèvement).

La répartition des paiements devra être indiquée par les candidats dans leur proposition tarifaire.

c. Délai global de paiement

Sans préjudice de l'application du présent marché, le paiement des prestations commandées seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le paiement sera effectué par le Directeur Comptable et Financier de l'UC-IRSA après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir le directeur de l'UC-IRSA ou ses délégués.

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R.2192-11 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

ARTICLE 14. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard dans le délai contractuel d'exécution indiqué par le candidat dans son offre, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant est précisé ci-après :

Dénomination	Type de pénalité	Montant
Pénalité de retard dans la transmission des livrables attendus	Pourcentage	2% du montant HT du contrat.
Pénalité pour absence aux réunion	Forfaitaire	30 €

Les pénalités débiteront au lendemain de l'expiration du délai contractuel indiqué par le candidat dans son offre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, le montant de la pénalité sera déduit du règlement de la facture suivante. En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 15. PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats produiront une offre qui devra comprendre à minima les éléments suivants :

- Le devis détaillé précisant notamment pour chaque article:
 - Le prix unitaire hors taxes des prestations décomposées par phase selon l'avancement du projet ;
 - La répartition des paiements ;
 - Les taxes associées ;
- Les caractéristiques techniques de l'offre:
 - Une note méthodologique pour la réalisation des prestations incluant :
 - La fréquence des visites prévues dans l'offre.
 - Les moyens techniques mis en œuvre pour la prestation
 - Le fonctionnement envisagé par le candidat pour exécuter les prestations
 - Les délais de production des livrables
 - La composition de l'équipe dédiée avec les coordonnées complètes de chaque intervenant ;
 - Les profils des intervenants (titulaires ou suppléants) qui seront chargés d'effectuer les prestations (formations, titres et expériences et ancienneté dans le poste)
 - Les compétences et références professionnelles pour des missions similaires.
 - Le volume d'heure par phase de projet et par profil d'intervenant
 - Un exemple des livrables attendus (Avis, compte rendu, rapports, etc.) à chaque phase du projet
- Une lettre de candidature (DC1)
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DC2)
- Pour le lot 01 : Les copies des attestations de formation de coordinateur SPS pour les personnes qui seront affectées à la mission.
- Pour le lot 02 : La copie de l'agrément ministériel (article L.111-25 du CCH) permettant d'effectuer des missions de contrôle technique.

ARTICLE 16. TRANSMISSION DES OFFRES

Les candidatures et les offres sont transmises exclusivement par voie électronique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2132-2 du code de la commande publique les plis des candidats devront impérativement être transmis par voie électronique sur le profil acheteur de l'UC-IRSA, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

La transmission complète des candidatures et des offres devra intervenir avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis, donc si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Ainsi, chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie, courriel ne sera accepté, ni aucun plis remis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB).

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

La transmission complète des offres devra intervenir avant la date et l'heure limite suivante.

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :
20 Novembre 2025 – 10h00**

Aucune pièce n'est exigée signée lors de la remise des offres

ARTICLE 17. CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, évaluée en fonction des critères de jugement des offres suivants :

Critères	Pondération
Qualité technique de l'offre	60.00 %
<ul style="list-style-type: none">• <i>Qualité technique de l'offre</i> <i>Évaluées notamment par rapport aux éléments suivants</i><ul style="list-style-type: none">▪ <i>Méthodologie proposée</i>▪ <i>Délais de production des livrables</i>▪ <i>Qualité des livrables</i>▪ <i>Composition de l'équipe dédiée et Profil de l'équipe et des intervenants</i>▪ <i>Compétences et références</i>	
Prix de l'offre	40.00 %

Les candidatures sont, elles, sélectionnées postérieurement aux offres, via les documents de présentation de l'entreprise.

Cette sélection est effectuée sur la base des capacités juridiques, techniques, financières et professionnelles de chacun des candidats.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, et en application de l'article R.2144-2 du code de la commande publique, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

En application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, les candidatures des soumissionnaires se trouvant dans l'interdiction de soumissionner seront rejetées.

De même, les candidatures des soumissionnaires qui ne seraient pas en mesure d'apporter la preuve de leur qualification professionnelle à l'exercice des métiers de la sécurité privée seront rejetées.

ARTICLE 18. METHODE DE NOTATION DES OFFRES

Le critère « qualité technique » sera jugé en attribuant un coefficient d'évaluation établi sur la base de la grille suivante.

Evaluation	Coefficient	Observation
VAN	0.00	Valeur ajoutée nulle. Absence de réponse ou réponse n'apportant aucune plus-value par rapport à ce qui est déjà demandé dans le cahier des charges
VAF	0.25	Valeur ajoutée faible Réponse peu détaillée et éléments fournis ayant une valeur ajoutée faible
VAM	0.50	Valeur ajoutée moyenne Réponse moyennement détaillée et éléments fournis ayant une valeur ajoutée moyenne
VAS	0.75	Valeur ajoutée standard Réponse assez détaillée et éléments fournis ayant une plus-value
FVA	1.00	Forte Valeur ajoutée Réponse très complète, très détaillée, argumentée et éléments fournis ayant une réelle plus-value

Par la suite, pour chaque élément évalué de la qualité technique de l'offre, ce coefficient sera appliqué au nombre de points attribuable pour chaque sous-critère.

Le nombre de points de chaque critère sera la somme du nombre de points obtenus dans chacun des sous-critères qui composent le critère évalué.

La note globale technique sera ensuite déterminée par la somme des notes obtenues pour chaque critère.

Le critère « Prix de l'offre » sera évalué de la manière suivante.

$$\text{Note} = (\text{Prix de l'offre le plus bas} / \text{Prix de l'offre du candidat}) * \text{nombre de points du critère}$$

ARTICLE 19. PRECISION ET REGULARISATIONS DES OFFRES

L'UC-IRSA peut, s'il le souhaite, demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre au cours de la phase d'analyse.

Les offres inappropriées ou inacceptables seront éliminées.

En application de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

A l'issue de l'éventuelle phase de régularisation les offres qui demeurent irrégulières seront éliminées.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

ARTICLE 20. NEGOCIATION

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, l'UC-IRSA se réserve la possibilité d'engager une négociation avec l'ensemble des soumissionnaires à condition que les offres remises ne soient pas inappropriées ou anormalement basses.

Toutefois, l'acheteur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Il est donc de l'intérêt de chaque candidat d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.

La négociation ne pourra porter que sur les éléments suivants :

- Le prix des prestations forfaitaires ou unitaires,
- Les délais proposés par le candidat
- Les pénalités
- La régularisation des offres irrégulières.

Toutes les phases de négociation se dérouleront par écrit avec une traçabilité de l'ensemble des échanges par courriel. L'absence de réponse ou de nouvelle offre d'un candidat invité à négocier vaudra maintien de l'offre initiale.

ARTICLE 21. SIGNATURE ELECTRONIQUE DES OFFRES

Même si la signature n'est pas exigée au niveau du dépôt des offres, les soumissionnaires pourront, s'ils le souhaitent, signer électroniquement les pièces de leur offre au moment du dépôt de leur dossier.

A défaut, les documents de l'offre devront être signés électroniquement dans la phase d'analyse des offres, préalablement à l'envoi de la notification au fournisseur retenu.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. La situation où un candidat signerait l'archive et non les documents seraient assimilables en cas de réponse sous forme « papier » au fait de signer l'enveloppe au lieu de son contenu.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

La signature utilisée devra donc être une signature électronique individuelle dont le certificat d'authentification sera établi au nom de l'un des dirigeants inscrits au KBIS de la société soumissionnaire ou de l'un de ses délégataires.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

ARTICLE 22. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Sauf si ces documents ont déjà été remis par le candidat dans sa réponse, le titulaire pressenti du marché devra transmettre à l'UC-IRSA avant toute signature du contrat et au plus tard dans les 6 jours qui suivront la notification d'attribution provisoire, les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Le certificat attestant de la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur les revenus, sur les sociétés et sur la valeur ajoutée, délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222 5 1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale) ;
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles :
 - R. 1263-12 du code du travail : si le titulaire est établi hors de France et qu'il a procédé à des détachements,
 - D. 8222-5 du code du travail : documents à remettre par un candidat établi en France,
 - D. 8222-7 du code du travail : documents à remettre par un candidat établi ou domicilié à l'étranger,

- D.8254-2 à D. 8254-5 du code du travail : si le titulaire emploie des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion, justifiant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée au 3° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ;
- Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- L'acte contractuel de confidentialité sur la base du document qui sera remis au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

En cas de non transmission de ces pièces dans les délais, la candidature du candidat attributaire sera rejetée et le candidat sera éliminé.

L'attribution du marché est effectuée par le biais de la signature par l'UC-IRSA de l'acte d'engagement.

Le candidat retenu pour l'attribution du marché acceptera, s'il n'est pas en mesure de signer électroniquement son offre, que les documents du marché soient matérialisés afin de permettre la signature manuscrite du marché (acte d'engagement) sur support papier.

En cas de signature électronique, après transmission des documents mentionnés ci-dessus, l'UC-IRSA transmet l'acte d'engagement au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Le candidat le complète le cas échéant, le signe électroniquement et le retourne à l'UC-IRSA, qui le signe à son tour et le retourne au titulaire pour notification de l'attribution.

ARTICLE 23. SOUS TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant, et notamment sa capacité technique et professionnelle à exécuter la partie des prestations concernées. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG PI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial:

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.
- Les attestations sociales et fiscales de moins de 6 mois.
- Un extrait Kbis de moins de 3 mois ou le numéro unique d'identification.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 39 du CCAG PI).

ARTICLE 24. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le titulaire devra respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations. Une attestation d'engagement de confidentialité sera demandée au titulaire du marché.

ARTICLE 25. ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

ARTICLE 26. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent marché déroge aux CCAG -PI notamment sur les articles suivants :

Articles des CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du contrat par lesquels sont introduites ces dérogations	Modification portant sur l'objet suivant :
14	ARTICLE 14	Montant des pénalités
14	ARTICLE 14	Modalités de paiement des pénalités